

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'ERMONT

SÉANCE DU 27 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept du mois de septembre à 19 H 00

OBJET : AFFAIRES GENERALES

Création d'un syndicat intercommunal entre la Commune d'Ermont et la Commune de Bessancourt pour la restauration collective

Le Conseil Municipal dûment convoqué par Monsieur le Maire, le **20 septembre 2024**, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de **M. Xavier HAQUIN**.

N°2024/133

Présents :

M. Xavier HAQUIN, *Maire*

M. BLANCHARD, Mme CABOT, M. NACCACHE, Mme MEZIERE,
M. LEDEUR, Mme DUPUY, M. RAVIER, Mme CASTRO-FERNANDES,
Mme CHESNEAU MUSTAFA, *Adjoint au Maire*

M. CARON, Mme APARICIO TRAORE, M. ANNOUR, Mme GUEDJ,
Mme GUTIERREZ, Mme BENLAHMAR, M. GODARD, Mme SANTA CRUZ
BUSTAMANTE, M. LAROZE, Mme YAHYA, Mme DE CARLI,
Mme LAMBERT, Mme CAUZARD, M. HEUSSER, Mme LACOUTURE,
M. JOBERT, Mme BARIL, M. MELO DELGADO, M. BAY, M. KHINACHE,
Mme DAHMANI, *Conseillers Municipaux*

Absents excusés avant donné pouvoir :

Mme LEMARCHAND (pouvoir à Mme MEZIERE)

Mme DEHAS (pouvoir à M. NACCACHE)

M. KEBABTCHIEFF (pouvoir à Mme CASTRO FERNANDES)

M. KNOBLOCH (pouvoir à M. HAQUIN)

Le nombre des Conseillers Municipaux en exercice est de 35 (la condition de quorum est de 18 membres présents).

Déposée en Sous-Préfecture le : 30/09/24

Publiée le : 04/10/24

Le Maire,



Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, conformément à l'Article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil : **M. ANNOUR** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Délais et voies de recours :

Si vous désirez contester la présente décision, vous pouvez saisir le Tribunal Administratif de Cergy -Pontoise compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois valant rejet).

OBJET :

AFFAIRES GÉNÉRALES

Création d'un syndicat intercommunal entre la Commune d'Ermont et la Commune de Bessancourt pour la restauration collective

Sur la proposition du Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29, L. 5211-1 et suivants et L.5212-2 ;

VU l'avis de la Commission Affaires Générales, Finances, du 19 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT le projet de construction d'une cuisine centrale pour assurer le service de restauration collective et notamment la fourniture de repas en liaison chaude et froide aux offices de restauration scolaire menés par la Commune d'Ermont ;

CONSIDÉRANT le souhait de la Commune de Bessancourt de bénéficier de la fourniture de repas en liaison chaude et froide qui seront préparés au sein de la future cuisine centrale ;

CONSIDÉRANT que la compétence de restauration collective assurée par les Communes étant une compétence facultative, la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique apparaît dès lors être le meilleur outil juridique pour permettre la fourniture de repas aux offices de restauration des différentes Communes ;

CONSIDÉRANT que les Communes d'Ermont et de Bessancourt se sont donc accordées sur des projets de Statuts d'un tel Syndicat afin de saisir Monsieur le Préfet du Val d'Oise pour entamer la procédure de création du Syndicat intercommunal à vocation unique,

**Après en avoir délibéré
LE CONSEIL MUNICIPAL**

- **DEMANDE** à Monsieur le Préfet du Département du Val d'Oise d'entamer une procédure de création d'un syndicat intercommunal à vocation unique associant les Communes d'Ermont et de Bessancourt ;
- **PREND ACTE** du projet de Statuts ci-annexé ;
- **DIT** qu'il sera appelé à délibérer ultérieurement sur le projet de statuts définitif ;
- **MANDATE** les Maires des deux Communes pour effectuer toutes démarches nécessaires à l'aboutissement du projet.



Pour extrait conforme, -

Le Maire,

Conseiller départemental du Val d'Oise,
Xavier HAQUIN

STATUTS

**Syndicat Intercommunal à vocation unique de
Restauration Collective
d'Ermont et de Bessancourt**

SIRCEB



Vu pour être annexé à
délibération n°24/133 du 27/09/24
ERMONT, le... 30/09/24
Le Maire,

SOMMAIRE

TITRE 1^{ER} : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
ARTICLE 1^{ER} : FORMATION DU SYNDICAT	3
ARTICLE 2 : DÉNOMINATION DU SYNDICAT	3
ARTICLE 3 : OBJET DU SYNDICAT	3
ARTICLE 4 : SIÈGE	4
ARTICLE 5 : DURÉE	4
TITRE 2 : FONCTIONNEMENT	4
ARTICLE 6 : GÉNÉRALITÉS	4
ARTICLE 7 : ADMINISTRATION DU SYNDICAT	4
7.1. Le Comité syndical.....	4
7.2. Composition du Comité syndical.....	4
7.3. Organisation du Comité syndical	5
7.4. Rôle du Comité syndical.....	5
ARTICLE 8 : LE PRÉSIDENT	5
ARTICLE 9 : LE BUREAU	6
ARTICLE 10 : TRANSFERT DES PERSONNELS ET DES BIENS	6
10.1. Transfert des personnels	6
10.2. Transfert des biens.....	6
ARTICLE 11 : MISE À DISPOSITION DE LA CUISINE CENTRALE DE LA COMMUNE D'ERMONT	7
ARTICLE 12 : INDEMNITE COMPENSATRICE DE L'INVESTISSEMENT INITIAL	7
TITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES	7
ARTICLE 13 : BUDGET	7
ARTICLE 14 : CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ASSOCIÉES	8
14.1. Une contribution exceptionnelle à la création du Syndicat.....	8
14.2. Une contribution visant à couvrir les charges fixes et variables de fonctionnement du Syndicat	8
14.3. Une contribution additionnelle à la fiscalité locale	9
ARTICLE 15 : COMPTABLE DU SYNDICAT	10
TITRE 4 : MODIFICATION ET DISSOLUTION DU SYNDICAT	10
ARTICLE 16 : ADMISSION DE NOUVELLES COMMUNES MEMBRES	10
ARTICLE 17 : RETRAIT D'UNE COMMUNE	10
ARTICLE 18 : MODIFICATIONS STATUTAIRES	11
ARTICLE 19 : DISSOLUTION	11
TITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES	12
ARTICLE 20 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR	12
ARTICLE 21 : DESTINATION DES STATUTS	12

PRÉAMBULE

Les Communes d'Ermont et de Bessancourt se sont rapprochées afin de procéder à la création du présent Syndicat, avec la volonté de :

- Disposer de la Cuisine centrale de la Commune d'Ermont, en cours de construction à la date du 1^{er} septembre 2024, afin d'assurer la production et la livraison, en liaison chaude et froide, sur site d'environ 4 000 repas journaliers pour les Communes d'Ermont (environ 3060 repas) et de Bessancourt (environ 950 repas) ;
- Disposer d'une capacité pouvant aller à 6 000 repas à moyen/long terme pour anticiper les besoins futurs ;
- Conserver une structure à dimension humaine, qui permette de préserver et de valoriser la relation entre les opérations de production et de consommation, et notamment de valoriser auprès des enfants le goût des aliments ;
- Préserver et développer la qualité des repas et la sécurité alimentaire ; choix de denrées produites localement ; qualité des denrées et qualité de production, dimension éducative...
- Consolider, par la coopération intercommunale, le choix du service public pour la restauration collective, tout en le modernisant et en le rationalisant en vue d'assurer une maîtrise des coûts de production, et de limiter l'empreinte carbone de la livraison ;
- Réaliser le service des repas de la production à l'assiette.

TITRE 1^{ER} : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1^{ER} : FORMATION DU SYNDICAT

En application des dispositions des articles L. 5212-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, il est créé un Syndicat intercommunal à vocation unique entre les Communes d'Ermont et de Bessancourt, autorisé par arrêté de Monsieur le Préfet du Val d'Oise.

ARTICLE 2 : DÉNOMINATION DU SYNDICAT

Le Syndicat intercommunal à vocation unique entre les Communes d'Ermont et de Bessancourt prend la dénomination de :

Syndicat Intercommunal de Restauration Collective d'Ermont et de Bessancourt (SIRCEB).

ARTICLE 3 : OBJET DU SYNDICAT

Le Syndicat a pour objet d'assurer la compétence facultative de la restauration collective et notamment la gestion d'une cuisine centrale, située à Ermont, 150 rue de la Gare, adaptée aux besoins des collectivités qui en sont membres.

L'outil de production a pour objet d'assurer la fabrication et la livraison de repas jusqu'aux sites de consommation pour la restauration collective. Le Syndicat a ainsi pour objet de fournir et de délivrer les repas depuis l'outil de production jusqu'aux offices de restauration collective.

Le Syndicat peut également assurer la gestion des offices de restauration collective (restauration scolaire, la restauration des accueils de loisirs et tout autre type de restauration collective) relevant de la mission des Communes adhérentes. Cette compétence s'exerce, le cas échéant, en lieu et place de la ou des Communes souhaitant bénéficier du dispositif.

Dans cette hypothèse, la Commune souhaitant transférer la compétence facultative de restauration scolaire, de restauration des accueils de loisirs ou de tout autre type de restauration collective adresse au Syndicat une délibération en ce sens de son organe délibérant. Le transfert est soumis le cas échéant à l'accord du Comité Syndical.

La Syndicat peut assurer la fourniture de repas à destination de toute autre collectivité ou organisme en application des règles de la commande publique, ce qui permet en particulier d'assurer la production de repas en vue du portage à domicile.

Le Syndicat a également pour objet d'assurer sa mission en pratiquant une politique d'achats privilégiant la qualité des produits sur le prix, la faible empreinte carbone générée par la fourniture des produits, en assurant une traçabilité complète, une sécurité alimentaire optimale et le recours à des produits « bio » et/ou issus de circuits courts et de proximité.

ARTICLE 4 : SIÈGE

Le siège social du Syndicat est fixé à l'adresse de l'Hôtel de Ville de la Commune d'Ermont, 100 rue Louis Savoie, 95120 Ermont.

ARTICLE 5 : DURÉE

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

TITRE 2 : FONCTIONNEMENT

ARTICLE 6 : GÉNÉRALITÉS

Le Syndicat est régi par les dispositions concernant le fonctionnement des syndicats de Communes, sous réserves des dispositions particulières précisées aux présents Statuts.

ARTICLE 7 : ADMINISTRATION DU SYNDICAT

7.1. Le Comité syndical

Le Syndicat est administré par un Comité Syndical institué en application des dispositions des articles L. 5212-6 à L. 5212-7 du Code général des collectivités territoriales.

7.2. Composition du Comité syndical

La Commune d'Ermont est représentée au sein du Comité Syndical par cinq (5) délégués titulaires et cinq (5) délégués suppléants.

La Commune de Bessancourt est représentée par deux (2) délégués titulaires et deux (2) délégués suppléants.

Chaque Commune au sein du Syndicat ne peut pas disposer de moins de deux (2) délégués titulaires et de moins de deux (2) délégués suppléants.

Les délégués suppléants sont appelés à siéger en cas d'empêchement des titulaires.

Les représentants sont désignés par le Conseil municipal de chaque Commune membre du Syndicat, dans les conditions prévues par les dispositions des articles L. 5211-7 et L. 5211-8 du Code général des collectivités territoriales.

Le Comité syndical élit en son sein les membres de son bureau.

Le Comité syndical élit son Président et le Bureau au plus tard le vendredi de la quatrième (4^{ème}) semaine qui suit l'élection des maires. Le Président du Bureau est élu par le Comité syndical selon les règles applicables à celles de l'élection du maire, au scrutin secret à trois tours.

La durée des fonctions des membres du Comité syndical est limitée à celle du mandat qu'ils détiennent. Les délégués sortants sont rééligibles.

7.3. Organisation du Comité syndical

Le Comité syndical se réunit au moins une fois par semestre au siège du Syndicat ou dans un lieu choisi par le Comité dans l'une des Communes membres.

La convocation, l'ordre du jour et la tenue des séances sont déterminés dans les conditions identiques à celles prévues pour les conseils municipaux.

Il se réunit à huis clos soit sur demande de son Président, soit à la demande du tiers au moins des membres du Comité syndical.

Le Comité syndical peut, dans les conditions et dans les domaines définis à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, donner délégation d'une partie de ses attributions au Président, aux vice-présidents et aux membres du Bureau dans son ensemble. Lors de chaque réunion, le Bureau et le Président rendent compte au Comité de leurs travaux.

7.4. Rôle du Comité syndical

Le Comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de sa compétence, dans le respect des lois et des règlements en vigueur.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, la voix du Président est prépondérante en cas de partage des voix (sauf en cas de scrutin secret).

Les conditions d'exécution et de validité des délibérations du Comité syndical sont celles fixées pour les conseils municipaux. Les délibérations sont exécutoires à compter de leur transmission au contrôle de légalité et leur publication sur le site internet du Syndicat, et, à défaut, sur le site internet de la Commune du lieu du siège du Syndicat.

ARTICLE 8 : LE PRÉSIDENT

Le Président est élu au scrutin secret à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le Président prépare et exécute les délibérations du Comité syndical. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat. Il est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité l'exercice d'une partie de ses fonctions dans les conditions prévues à l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales. Ces délégations existent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le Président assure la responsabilité des services du Syndicat et représente ce dernier en justice.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général du Syndicat. Le Directeur Général assure, sous l'autorité du Président, l'administration générale du Syndicat. Il prépare chaque année le projet de budget pour l'année suivante. Il dirige les services et notamment le personnel recruté.

ARTICLE 9 : LE BUREAU

Le Comité élit en son sein les membres du Bureau dans les conditions prévues à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Les membres du Bureau sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Le Bureau est composé du Président et d'un Vice-Président. En cas d'adhésion d'une nouvelle Commune au Syndicat, un siège supplémentaire de Vice-Président est créé.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres du Comité syndical.

Les décisions du Bureau sont prises dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Comité syndical. Le Bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité syndical dans les limites fixées par le Code général des collectivités territoriales.

Lors de chaque réunion du Comité syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation.

ARTICLE 10 : TRANSFERT DES PERSONNELS ET DES BIENS

10.1. Transfert des personnels

En application des dispositions de l'article L. 5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales, les fonctionnaires territoriaux et les agents territoriaux non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service communal transféré au Syndicat, sont également transférés au Syndicat.

10.2. Transfert des biens

Le transfert de compétences des Communes membres du Syndicat entraîne le transfert de plein droit de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-5 du Code général des collectivités territoriales.

Le transfert des biens n'entraîne pas le transfert de la propriété des biens dont les Communes restent respectivement propriétaires, mais opère une mise à disposition desdits biens au profit du Syndicat, sous réserve des transferts opérés dans les conditions de l'article L. 1321-3 du Code général des collectivités territoriales.

Par dérogation à l'article L. 5211-5 du Code général des collectivités territoriales, chaque Commune qui est demeurée propriétaire du bien transféré, tels que les offices de restauration scolaire le cas échéant, reste personnellement tenue aux obligations qui y sont nées à la date du transfert (remboursement des emprunts, passif de toute sorte...).

Chaque bien transféré est restitué immédiatement à la Commune propriétaire dès lors qu'il est devenu sans objet pour l'exploitation du Syndicat (notamment en cas de fermeture d'une ou de plusieurs unités de production ou d'un ou plusieurs sites de restauration scolaire).

Les mises à disposition et les rétrocessions de biens mobiliers ou immobiliers sont constatées par procès-verbal établi contradictoirement entre la Commune propriétaire et le Syndicat.

ARTICLE 11 : MISE À DISPOSITION DE LA CUISINE CENTRALE DE LA COMMUNE D'ERMONT

Dans l'hypothèse où au jour de la création du Syndicat, la date de parfait achèvement de la construction de la Cuisine centrale, sous maîtrise d'ouvrage de la Commune d'Ermont, n'est pas atteinte, la cuisine centrale, ainsi que les équipements nécessaires à son fonctionnement, sont mis à la disposition du Syndicat à compter de la date de création de ce dernier à titre gratuit.

La cuisine centrale et les équipements nécessaires à son fonctionnement seront transférés de plein droit au Syndicat à compter de la date de parfait achèvement de l'ouvrage.

La présente disposition ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 12 des présents Statuts.

ARTICLE 12 : INDEMNITE COMPENSATRICE DE L'INVESTISSEMENT INITIAL

L'équipement de la Cuisine centrale est construit sous la maîtrise d'ouvrage exclusive de la Commune d'Ermont. Cet équipement ayant vocation à être transféré au Syndicat au bénéfice de l'ensemble des Communes membres, le Syndicat verse, pour la durée amortissable de la Cuisine centrale, soit pour une durée de trente (30) ans, à la Commune d'Ermont une indemnité compensatrice de l'investissement qu'elle a supporté, selon les modalités suivantes :

$$\text{Indemnité compensatrice annuelle} = \frac{(\text{prix de construction TTC} + \text{prix de la maîtrise d'œuvre TTC})}{\text{durée amortissable de la cuisine centrale}}$$

Où la durée amortissable de la cuisine centrale = 30 ans.

TITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 13 : BUDGET

Le budget du Syndicat respecte dans sa forme l'instruction budgétaire et comptable M57.

Les dépenses du budget du Syndicat comprennent notamment :

- Les dépenses de construction et d'équipement ;
- Les charges d'exploitation :
 - o Les charges à caractère général (fluides, denrées alimentaires, assurances, impôts et taxes...);
 - o Les charges de personnel ;
- Le cas échéant, la charge de la dette ;
- L'indemnité compensatrice prévue à l'article 12 des présents Statuts ;
- Toutes dépenses liées à l'objet et aux missions du Syndicat.

Les recettes du budget du Syndicat comprennent notamment :

- La contribution des communes associées ;
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat ;
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'État, de la Région, du Département ou des Communes ;
- Les produits des dons et legs ;

- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- Le produit des emprunts.

ARTICLE 14 : CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ASSOCIÉES

La répartition du nombre annuel de repas consommés en moyenne par chacune des Communes est de 344 300 repas pour Ermont (soit environ 2 390 repas par jour ; 900 en vacances) et de 137 300 repas pour Bessancourt (soit environ 950 repas par jour). Cette répartition sert de base pour les calculs au prorata à la création du Syndicat.

La répartition des charges financières entre les Communes membres, déduction faite des charges financières relatives le cas échéant à l'acquisition des équipements nécessaires à son fonctionnement se fait par :

- Une contribution exceptionnelle à la création du Syndicat ;
- Une contribution annuelle visant à couvrir les charges fixes et variables du Syndicat selon les modalités prévues à l'article 14.2 des présents Statuts ;
- Une contribution additionnelle à la fiscalité locale.

14.1. Une contribution exceptionnelle à la création du Syndicat

Au moment de sa création, le Syndicat bénéficie d'une contribution exceptionnelle lui permettant d'assumer la trésorerie de ses premiers frais. Cette contribution fera l'objet d'une convention passée entre le Syndicat et chacune des Communes membres fondatrices.

14.2. Une contribution visant à couvrir les charges fixes et variables de fonctionnement du Syndicat

Une contribution des Communes membres est versée par celles-ci au Syndicat et comprendra notamment les charges suivantes :

14.2.1 Cuisine centrale – Production et livraison des repas

Cette participation de chaque Commune membre aux charges du Syndicat sera versée mensuellement, en début de mois m+1, sur appel de fonds du Syndicat. Chaque Commune membre contribue proportionnellement au nombre de repas qu'elle a commandé sur cette période auprès du Syndicat, avec une possibilité d'ajustement en fin de mois.

Les charges de la cuisine centrale permettant de fixer le calcul du montant de cette participation sont les suivantes :

- Le montant de masse salariale affectée à la cuisine centrale ;
- Le montant d'acquisition ou de renouvellement des petits équipements et consommables ;
- Le montant des factures de consommation des fluides (électricité, gaz, eau...) ;
- Le montant des primes d'assurance ;
- Le montant d'acquisition ou de renouvellement de diverses fournitures et services relatives à l'hygiène (produits d'entretien, vêtements de travail, analyses microbiologiques, lutte contre les nuisibles, nettoyage des hottes, entretien préventif et curatif, traitement des bacs à graisse...) ;
- Le montant des formations HACCP pour le personnel affecté à la cuisine centrale ;
- Le coût des denrées rapporté à une moyenne pour chaque repas comme suit :
 - o Repas pour les maternels ;
 - o Repas pour les élémentaires ;
 - o Repas pour les adultes ;
 - o Goûter.
- Le montant des prestations de livraison ;
- Le montant des prestations de nettoyage des bacs gastronormés ;

- Le montant des impôts et taxes.

14.2.2. Offices de restauration collective

Dans le cas où l'une des Communes transfère au Syndicat la gestion et le fonctionnement des offices de restauration collective, une contribution directe correspondant à 40% du montant des charges de fonctionnement et celles relatives aux investissements mobiliers transférées au Syndicat sera versée mensuellement en début de mois m+1, sur appel de fonds du Syndicat, par la Commune ayant opéré le transfert de charge.

Dans le cas où l'ensemble des Communes membres ont transféré la gestion et le fonctionnement des offices de restauration collective, une contribution directe correspondant à 40% du montant des charges de fonctionnement et celles relatives aux investissements mobiliers transférées au Syndicat sera versée mensuellement en début de mois m+1, sur appel de fonds du Syndicat, à due proportion des charges transférées par chaque Commune.

Les charges de fonctionnement permettant de fixer le calcul du montant de la contribution liée au transfert de charges des offices de restauration collective sont les suivantes :

- Le montant de la masse salariale des offices de restauration collective transférés ;
- Le montant des factures de consommation des fluides (électricité, gaz, eau...) ;
- Le montant des primes d'assurance ;
- Le montant d'acquisition ou de renouvellement des petits équipements et consommables ;
- Le montant d'acquisition ou de renouvellement de diverses fournitures et services relatives à l'hygiène (produits d'entretien, vêtements de travail, entretien du linge, analyses microbiologiques, lutte contre les nuisibles, entretien préventif et curatif, traitement des bacs à graisse...) ;
- Le montant des formations HACCP pour le personnel affecté aux offices de restauration collective transférés.

Les charges d'investissement relatives aux ouvrages et la maîtrise d'ouvrage portant sur les offices de restauration scolaire sont supportées initialement par les Communes membres propriétaires des ouvrages et refacturées le cas échéant au Syndicat. La répartition de ces charges fera préalablement l'objet d'un accord conventionnel entre le Syndicat et la ou les Communes concernées.

14.2.3. Actualisation des contributions en cas d'adhésion ou de retrait d'une Commune au sein du Syndicat

En cas d'adhésion au Syndicat d'une nouvelle Commune ou de retrait du Syndicat d'une Commune membre dans les conditions prévues par les articles 16 et 17 des présents Statuts, la participation des communes aux charges sera actualisée pour la période à venir à compter de l'adhésion ou du retrait de ladite Commune. Le montant de la participation due par la Commune adhérente ou procédant à son retrait du Syndicat fera l'objet d'un appel de fonds au *prorata temporis*.

14.3. Une contribution additionnelle à la fiscalité locale

14.3.1. Contribution additionnelle à la taxe foncière relative au fonctionnement de la Cuisine centrale

Le Syndicat peut appeler annuellement une contribution additionnelle à la taxe foncière nécessaire au fonctionnement de la cuisine centrale. Cette contribution est répartie selon la clé de répartition résultant de la proportion pour chaque Commune du nombre de repas effectivement commandés et livrés sur l'année scolaire n-1.

Pour la première année, la clé de répartition est fixée au regard du besoin exprimé pour chaque Commune à l'article 14 des présents Statuts, soit une répartition suivante :

- 71,50% pour Ermont
- 28,50% pour Bessancourt.

14.2.2. Contribution additionnelle à la taxe foncière « complémentaire » relative au transfert de charges supplémentaires

Le Syndicat appelle annuellement auprès de la Commune ayant opéré un transfert de charges complémentaires (tel que la gestion et le fonctionnement des offices de restauration), une contribution additionnelle à la taxe foncière pesant à hauteur de 60% des charges complémentaires effectivement transférées au Syndicat.

ARTICLE 15 : COMPTABLE DU SYNDICAT

Les règles de la comptabilité sont celles applicables aux syndicats de communes. Le Comptable assignataire est le comptable public auprès duquel est accrédité le siège social du Syndicat et qui a seule compétence pour exécuter les opérations comptables.

TITRE 4 : MODIFICATION ET DISSOLUTION DU SYNDICAT

ARTICLE 16 : ADMISSION DE NOUVELLES COMMUNES MEMBRES

De nouvelles collectivités peuvent être admises à faire partie du Syndicat à tout moment avec le consentement du Comité syndical suivant les dispositions de l'article L. 5211-18 du Code général des collectivités territoriales.

L'adjonction de nouvelles Communes requiert, d'une part, l'accord de celles-ci (la demande d'admission valant accord) et, d'autre part, l'accord des Communes déjà membres du Syndicat, à la majorité qualifiée d'entre elles dans les conditions requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunal.

Ainsi, l'accord doit être exprimé par les deux-tiers au moins des Conseils municipaux des Communes représentant plus de la moitié de la population, ou par la moitié au moins des Conseils municipaux des Communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit par ailleurs nécessairement comprendre les Conseils municipaux dont la population est supérieure au quart de la population totale concernée.

Lorsque la demande n'émane pas du Syndicat, mais des Communes intéressées ou du représentant de l'État dans le Département, le Comité syndical dispose d'un délai de trois (3) mois pour se prononcer, à compter de la date de réception de la demande.

La décision est prise par arrêté du représentant de l'État dans le Département.

En cas d'adhésion au Syndicat d'une nouvelle Commune, il sera procédé à l'ajustement du prix de revient du repas en fonction du volume supplémentaire produit et/ou des investissements supplémentaires induits.

ARTICLE 17 : RETRAIT D'UNE COMMUNE

Le présent article ne trouve pas application si le Syndicat ne compte plus que deux Communes membres, et il convient alors de se reporter aux conditions prévues par l'article 19 des présents Statuts.

Une commune peut se retirer du Syndicat avec le consentement du Comité dans les conditions prévues à l'article L. 5211-19 du Code général des collectivités territoriales.

Le retrait est notamment subordonné à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création du Syndicat. Cet accord doit donc être exprimé par les deux-tiers au moins des Conseils municipaux des Communes représentant plus de la moitié de la population, ou par la moitié au moins des Conseils municipaux des Communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit par ailleurs nécessairement comprendre les Conseils municipaux dont la population est supérieure au quart de la population totale concernée.

Le Conseil municipal de chaque Commune membre dispose d'un délai de trois (3) mois, à compter de la notification de l'organe délibérant, au maire, pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de retrait est prise par le représentant de l'État dans le Département.

La répartition des biens et des emprunts contractés s'établira dans les conditions définies par le Code général des collectivités territoriales. Le détail sera fixé par délibérations concordantes du Comité syndical et du Conseil municipal de la Commune autorisée à se retirer. A défaut d'accord, ces conditions seront définies par le représentant de l'État dans le Département.

En tout état de cause, le retrait d'une Commune membre est subordonné à la prise en charge par ladite Commune de la quote-part des annuités de dettes afférentes aux emprunts contractés par le Syndicat pendant la période où la Commune sollicitant son retrait en était membre. Cette quote-part sera calculée sur la base des dettes du Syndicat nées au jour de l'arrêté prononçant le retrait, proportionnellement au nombre total moyen de repas commandés annuellement par cette Commune, sur toute la période pendant laquelle elle a adhéré au Syndicat et, ce, jusqu'à extinction totale de la dette.

Les biens meubles et immeubles appartenant à la Commune lui sont restitués ainsi que les droits qui s'y rattachent. La Commune reprend l'encours de la dette afférent à ces biens le cas échéant.

Les contrats en cours seront exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance.

ARTICLE 18 : MODIFICATIONS STATUTAIRES

Toute modification portant notamment sur l'extension des attributions, la modification des conditions initiales de fonctionnement ou la durée du Syndicat est soumise à délibération du Comité conformément aux dispositions des articles L. 5211-17 à L. 5211-20 du Code général des collectivités territoriales.

Les modifications relatives à l'extension des attributions sont décidées par délibérations concordantes du Comité syndical et des Conseils municipaux des Communes membres, ces derniers se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création du Syndicat.

Le Conseil municipal de chaque Commune membre dispose d'un délai de trois (3) mois, à compter de la notification de l'organe délibérant, au maire, pour se prononcer sur les modifications envisagées. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Les modifications statutaires sont prononcées par arrêté du représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 19 : DISSOLUTION

Le Syndicat est dissous dans les conditions prévues par les dispositions des articles L. 5212-33 et L. 5212-34 du Code général des collectivités territoriales.

La répartition du personnel s'effectue entre les Communes membres conformément aux dispositions de l'article L. 5212-33 du Code général des collectivités territoriales. Cette répartition ne peut ainsi pas donner lieu à un dégageant des cadres. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les Communes contributaires supportent les charges financières correspondantes.

La répartition des biens meubles et immeubles s'effectue dans les conditions prévues par les dispositions des articles L. 5211-25-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales. Ainsi :

- Les éventuels biens mis à la disposition du Syndicat par tout ou partie des Communes membres sont restitués aux Communes restées propriétaires ;
- Les biens acquis ou réalisés par le Syndicat postérieurement au transfert de compétence sont répartis à égalité entre les deux Communes fondatrices, ou au prorata du nombre total moyen de repas commandés annuellement par chaque Commune si d'autres Communes ont adhéré au Syndicat. S'agissant des biens immeubles, ils redeviennent la pleine propriété de la Commune sur le territoire de laquelle ils sont implantés et selon les conditions de répartition du coût de rétrocession précisées ci-avant.

Chaque Commune reste tenue du passif du Syndicat, dans la limite de la quote-part des annuités de dettes afférentes aux emprunts contractés par le Syndicat lorsque la Commune en était membre. Cette quote-part est calculée sur la base des dettes du Syndicat nées au jour de l'arrêté du représentant de l'État dans le Département prononçant la dissolution, proportionnellement au nombre total moyen de repas commandés annuellement par cette Commune, sur toute la période pendant laquelle elle a adhéré au Syndicat et, ce, jusqu'à extinction totale de la dette.

Les contrats en cours sont exécutés jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties conformément aux dispositions de l'article L. 5211-25-1 du Code général des collectivités territoriales.

TITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 20 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Un Règlement intérieur détermine les détails d'exécution des présents Statuts et les modalités de fonctionnement du Comité Syndical.

Ce Règlement intérieur sera approuvé par le Comité syndical.

ARTICLE 21 : DESTINATION DES STATUTS

Les présents Statuts seront annexés aux délibérations :

- Du Comité syndical ;
- Des Conseils municipaux des Communes membres.

Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, il y a lieu de se conformer aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.